

Mairie de Saint-Denis

DIRECTION DES BATIMENTS ET
DE L'ARCHITECTURE
~~FERMETURE~~ ESPACE LABRICHE68

ARRETE COMMUNAL PRONONCANT LA FERMETURE DE L'ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Boîte postale 269
93205 Saint-Denis
cedex

TÉLÉPHONE :

01 49 33 66 66

TÉLÉCOPIE :

01 49 33 69 69

SITE INTERNET :

www.ville-saint-denis.fr

Espace La BRICHE
71/73 rue de la Briche
93200 SAINT-DENIS

Le Maire de la Ville de Saint-Denis

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L.143-1 à L.143-3, ainsi que les articles R.143-1 à R.143-55,

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité concernant les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public,

Vu le procès-verbal établi le 15 février 2019 par la commission communale de sécurité et d'accessibilité à la suite de la visite de l'établissement Espace La Briche à Saint Denis aux termes duquel la commission communale de sécurité a émis un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement ;

Vu le courrier en date du 07 mars 2019, notifiant à Monsieur Eric KOVACIC, le procès-verbal de visite de sécurité du 15 février 2019 susvisé et lui enjoignant de lever les anomalies relevées par la commission communale de sécurité et ce, sous un délai de six mois pour les travaux et pour déposer un dossier de sécurité concernant l'utilisation de l'ensemble de l'établissement ;

Vu le courrier de mise en demeure en date du 3 juin 2021 enjoignant Monsieur Eric KOVACIC de faire part à la commune des suites données anomalies relevées par la commission communale de sécurité du 15 février 2019 sous un délai de 3 mois ;

Vu le courrier de mise en demeure en date du 10 août 2021 faisant suite au courrier de Monsieur Eric KOVACIC informant qu'un dossier autorisation de travaux sera déposé en septembre 2021,

Vu la réponse préfectorale en date du 20 décembre 2021 émettant un avis défavorable au dossier déposé relatif à la réhabilitation de l'établissement (AT 93066 21 A0159) ;

Vu le procès-verbal établi le 1^{er} juillet 2022 par la commission communale de sécurité et d'accessibilité à la suite de la visite de l'établissement Espace La Briche sis 71/73 rue de la Briche à Saint-Denis, aux termes duquel la commission communale de sécurité a maintenu l'avis défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement ;

Considérant qu'au 71/73 rue de la Briche à Saint-Denis est situé un ensemble d'établissement cultuel du type V, de 3^{ème} et 5^{ème} catégorie dénommé « ESPACE LA BRICHE » dont le propriétaire de l'immeuble est Monsieur Eric KOVACIC,

Considérant que l'établissement susvisé a fait l'objet de deux visites de la commission communale de sécurité et d'accessibilité en 2019 et 2022 ayant révélé des anomalies de sécurité,

.../...

Saint 
Denis

Considérant, en effet, que lors de sa visite sur visite du 1^{er} juillet 2022, la commission communale de sécurité et d'accessibilité a constaté les désordres suivants :

*« -Non fonctionnement de l'alarme dans l'établissement n°1,
-Absence partielle d'éclairage de sécurité dans les 3 établissements,
-Non fonctionnement de la ligne téléphonique en cas de coupure d'urgence,
-Absence de vérification annuelle sur plusieurs extincteurs,
-Présence d'observations non levées sur les rapports de vérification électrique,
-Absence de bouton coupure d'arrêt d'urgence électrique de l'ensemble des établissements,
-Présence d'un avis défavorable à l'AT 93066 21 A0159,
- Le classement des établissements ne correspond pas à l'effectif du public reçu,
-Absence de document attestant la vérification des organes de sécurité de l'ascenseur (attestation de bon fonctionnement câbles et parachute et rapport de vérification quinquennale) (anomalie signalée en 2019),
-Absence, à proximité du SSI, des plans et consignes à suivre pour son exploitation (anomalie signalée en 2019),
- Registres de sécurité non tenues à jour (anomalie signalée en 2019),
- La CCSA invite le pétitionnaire à déposer un dossier de sécurité concernant l'ensemble de l'établissement et précisant l'isolement des deux établissements de 5ème catégorie par rapport à l'établissement de 3ème catégorie et l'effectif réellement accueilli. »*

Considérant, que la commission communale de sécurité et d'accessibilité a alerté la commune sur la dangerosité de l'établissement, notamment que la présence de défauts électriques signalés dans les rapports de vérification permet de qualifier le risque d'éclosion d'un incendie comme étant important. Dans ce cas l'absence d'alarme dans l'établissement n°1, l'absence partielle d'éclairage de sécurité ainsi que de la défaillance de la ligne téléphonique risquent de retarder grandement l'alarme et l'évacuation du public. La non vérification de certains extincteurs retardera l'attaque du feu et le développement des fumées mettra en danger le public présent dont l'effectif n'est pas conforme avec la déclaration et empêchera une évacuation sûre et rapide. Le stationnement anarchique au droit de la façade accessible retardera l'efficacité des secours pour accéder aux étages supérieurs.

Considérant, par suite, que la commission communale de sécurité a maintenu un avis défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement,

Considérant en conséquence qu'il appartient au Maire, de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour faire cesser ce danger grave et imminent pour la sécurité publique,

Considérant , que l'état de l'établissement compromet gravement la sécurité du public et qu'il convient de prononcer sa fermeture temporaire jusqu'à la réalisation des travaux nécessaires pour lever les anomalies constatées par la Commission communale de sécurité et d'accessibilité .

.../...

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er}

L'établissement dénommé « ESPACE LA BRICHE » sis 71/73 rue de la Briche de type V de 3^{ème} et 5^{ème} catégorie est fermé au public dès notification du présent arrêté à Monsieur Eric KOVACIC.

ARTICLE 2

L'ouverture de l'établissement ESPACE LA BRICHE cité à l'article 1^{er} du présent arrêté, ne pourra être prononcée que par un arrêté municipal après avis de la commission communale de sécurité et d'accessibilité et constatation de la réalisation des travaux permettant de mettre un terme aux anomalies suivantes :

- «-Non fonctionnement de l'alarme dans l'établissement n°1,
- Absence partielle d'éclairage de sécurité dans les 3 établissements,
- Non fonctionnement de la ligne téléphonique en cas de coupure d'urgence,
- Absence de vérification annuelle sur plusieurs extincteurs,
- Présence d'observations non levées sur les rapports de vérification électrique,
- Absence de bouton coupure d'arrêt d'urgence électrique de l'ensemble des établissements,
- Présence d'un avis défavorable à l'AT 93066 21 A0159,
- Le classement des établissements ne correspond pas à l'effectif du public reçu,
- Absence de document attestant la vérification des organes de sécurité de l'ascenseur (attestation de bon fonctionnement câbles et parachute et rapport de vérification quinquennale) (anomalie signalée en 2019),
- Absence, à proximité du SSI, des plans et consignes à suivre pour son exploitation (anomalie signalée en 2019),
- Registres de sécurité non tenues à jour (anomalie signalée en 2019),
- La CCSA invite le pétitionnaire à déposer un dossier de sécurité concernant l'ensemble de l'établissement et précisant l'isolement des deux établissements de 5^{ème} catégorie par rapport à l'établissement de 3^{ème} catégorie et l'effectif réellement accueilli. »

La présence de défauts électriques signalés dans les rapports de vérification permet de qualifier le risque d'éclosion d'un incendie comme étant important. Dans ce cas l'absence d'alarme dans l'établissement n°1, l'absence partielle d'éclairage de sécurité ainsi que de la défaillance de la ligne téléphonique risquent de retarder grandement l'alarme et l'évacuation du public. La non vérification de certains extincteurs retardera l'attaque du feu et le développement des fumées mettra en danger le public présent dont l'effectif n'est pas conforme avec la déclaration et empêchera une évacuation sûre et rapide. Le stationnement anarchique au droit de la façade accessible retardera l'efficacité des secours pour accéder aux étages supérieurs.

Les personnes mentionnées à l'article 3 tiennent à disposition des services de la mairie ou de la commission de sécurité tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans les règles de l'art.

.../...

Publié le
09/09/2022

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié aux personnes suivantes :

- Monsieur Eric KOVACIC, propriétaire de l'immeuble
et affiché à la porte de l'établissement ainsi qu'en mairie de Saint-Denis.

ARTICLE 4

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de la Seine Saint-Denis
- Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police de Saint-Denis
- Brigade des Sapeurs-Pompiers de Saint-Denis
- Laboratoire Central de la Préfecture de Police de Paris
- DRIEAT de la Seine Saint-Denis
- Monsieur le directeur de la police municipale

ARTICLE 5

Toutes les autorités de Police et de justice sont chargées de l'exécution du présent arrêté.



Pour copie conforme
C. DAGUENET
Adjoint au Maire



FAIT A SAINT-DENIS, LE

11 JUIL. 2022

Le Maire,

Mathieu HANOTIN

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans ce délai vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7 rue Catherine Puig 93100 Montreuil-sous-bois, dans les deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou de celle de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution du présent arrêté.